

Ce n'est pas encore le mot de la fin

Le blog de Alain Rajaonarivony, journaliste 21/03/09

Depuis le 17 mars, vers 11h30 où le Président a remis à un Directoire militaire les pouvoirs qu'il détenait de par le suffrage universel, la responsabilité de tous les événements qui se succèdent dans le pays incombe désormais à la Haute Autorité de Transition.

Si la démarche du Président n'est pas explicitement écrite dans la Constitution, il y a néanmoins une jurisprudence dont il s'est inspiré. Il a suivi l'exemple du Président Philibert Tsiranana en 1972. Ce dernier, voyant qu'il perdait le contrôle de la situation, a délégué tous ses pouvoirs à l'Armée pour faire revenir l'ordre. Il avait alors demandé au Général Gabriel Ramanantsoa, le plus ancien dans le grade le plus élevé, de gérer cette période délicate. En confiant au Vice Amiral Hyppolite Ramaroson Raharison la tâche de sortir le pays de la crise et d'organiser des Assises nationales, Marc Ravalomanana était dans les traces de son prédécesseur.

Ce qui n'est pas prévu dans la Constitution par contre, mais vraiment pas, c'est que des soldats sous les ordres d'un commandant braquent leurs fusils sur des médiateurs, des diplomates et des généraux pour arracher la décision en faveur d'un futur « président ». Les hauts gradés qui devaient diriger le Directoire ainsi qu'un médiateur, le Pasteur Lala Rasendrasina ont été bousculés, menacés et emmenés de force à la caserne du Capsat, siège des militaires contestataires. De là est ressorti une ordonnance qui transférait les pouvoirs du Directoire à Andry Rajoelina, sans contrainte bien sûr. Cette mascarade a ensuite été validée par la Haute Cour Constitutionnelle, sous l'impulsion de l'ancien responsable de cette Institution, Norbert Ratsirahonana.

Le Pasteur Lala Rasendrasina, un des médiateurs, connu pour ses sympathies envers le Président, a eu droit à un « traitement spécial » tenant de la torture psychologique.

Le FFKM (Conseil œcuménique des Eglises), faisant office de facilitateur, représente la plus haute autorité morale du pays. L'ambassadeur menacé était celui d'un pays ami, les Etats-Unis d'Amérique, la plus grande puissance du monde. « J'ai pu voir de mes propres yeux jusqu'à quel point on a eu recours à la force dans ce coup d'Etat. Moi-même, j'ai été menacé verbalement et avec des fusils... » racontera-t-il dans un quotidien. Quand aux officiers molestés, ce sont les plus hauts gradés de l'Armée, représentant l'autorité suprême pour ceux qui portent un uniforme.



Andry Rajoelina a donc maintenant le pouvoir, mais au prix de toutes les transgressions morales et juridiques. Et ce ne sont pas les circonvolutions sur la sémantique constitutionnelle de Norbert Ratsirahonana, magistrat et ancien chef d'Etat par intérim qui y changeront quelque chose. En apparaissant ainsi au dernier moment pour tenter de justifier ce coup de force, il a fait le désespoir d'un certain nombre de Malagasy. Il a lui aussi perdu son aura de « raiamandreny » (parent empreint de sagesse), tout comme Jacques Sylla. L'ancien Premier ministre traîne maintenant sa réputation de « traître » depuis son apparition surprise sur la place du 13 mai le samedi 14 mars. Il était le chef de la délégation présidentielle lors des négociations, ce qui amène à se demander s'il ne les a pas torpillées sciemment pour accélérer la chute du Président.

Une des premières décisions de la Haute Autorité de Transition fut de suspendre un parlement moribond, dont beaucoup de membres s'apprêtaient pourtant à retourner leurs vestes, le jeudi 19 mars. La charge symbolique était trop forte et a décidé Paris à condamner « le coup d'Etat », bien après la Norvège, la SADC (Southern African Development Community) dont fait partie la puissante Afrique du Sud, l'Union Africaine, l'Union Européenne, les Etats-Unis...

Au plus fort de la crise, le Président Ravalomanana a présenté des excuses à la Nation et demandé la tenue d'Assises nationales pour débattre des problèmes ailleurs que dans la rue. Cette proposition a été rejetée

par Andry Rajoelina. Le chef de l'Etat a alors proposé de mettre son poste en jeu dans un référendum. Son jeune adversaire n'a pas voulu non plus de cette solution. Acculé, le Président a transféré ses pouvoirs à un Directoire militaire. On sait ce qu'il en est advenu.

Non seulement, les membres de la Haute Autorité de Transition n'ont pas cherché à exploiter les possibilités présentées ou à faire des contre-propositions, mais semblent avoir souhaité l'humiliation du chef de l'Etat. Un mandat d'arrêt a même été lancé contre lui sur la place du 13-Mai. La seule constante dans la démarche était de vouloir mettre Andry Rajoelina dans le fauteuil du Président. On est loin de la demande de respect des libertés fondamentales du début du mouvement.

Le parcours du jeune maire est un copier-coller de celui du Président poussé à la démission. Le « meurtre du père » est un phantasme qui tient une place centrale dans l'Œdipe. Il fait partie des phases normales du développement psychique. Il se résout quand l'enfant trouve un autre objet d'amour et ne rentre plus en concurrence avec la figure paternelle. Le phantasme disparaît et l'enfant passe à un autre stade. S'il perdure, c'est qu'il y a un problème qui implique parfois la responsabilité du père et que le psychologue doit analyser. Mais ce n'est pas à toute une nation d'en subir les conséquences.

La HAT a juste quelques jours pour démontrer qu'elle a des capacités exceptionnelles à gouverner, étant donnée la montée des périls dans le pays et l'isolement total au niveau international. Passé ce délai, la violence dont elle a fait preuve pour arracher le pouvoir risque de se retourner contre elle.

Pierrot Rajaonarivelo, l'ancien vice-Premier ministre en exil, a fait état de ses liens avec le Maire et qualifié « d'amateurisme » sa façon de procéder.

La France, une fois de plus, s'est trompée dans le timing. Elle a été la dernière à reconnaître en 2002 la victoire de Marc Ravalomanana. Cette fois-ci, son nouvel ambassadeur, Jean-Marc Châtaigner s'est précipité au Palais d'Ambatsirohitra le 19 mars, dès sa descente d'avion, pour rencontrer le nouvel homme fort, donnant l'impression d'être le premier diplomate et le seul à apporter son onction au coup de force. Sans une mise au point rapide et convaincante de ce geste ostentatoire, l'ancienne puissance coloniale peut s'attendre d'ors et déjà à un retour de bâtons dans les futures relations bilatérales car Andry Rajoelina est mal parti. Comme disait Jean Faure, Président du groupe interparlementaire d'amitié France-Madagascar, « dans une démocratie, on ne prend pas le pouvoir à la pointe du fusil ». Le 17 mars, devant les ecclésiastiques et les diplomates ébahis, cette scène fut jouée au premier degré.

Ce samedi 21 mars, le stade de Mahamasina était plein pour « l'investiture » du Maire à la tête de la Haute Autorité de Transition, à l'image de celle de Marc Ravalomanana en 2002, officialisant sa victoire aux élections présidentielles. Tout pareil !

Aucun ambassadeur n'était présent à la cérémonie. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté contre le nouveau pouvoir sur la place de la démocratie à Ambohitovo.

Nicolas Sarkozy, le Président français a « mis en garde » le nouveau pouvoir sur la prévention de « l'intégrité physique » du Président Ravalomanana. Histoire d'éviter un « passage à l'acte ». L'ancien chef de l'Etat aurait décidé de rester dans la Grande Ile...

Photo : politicien, militaire et diacre, le trio gagnant pour réussir un coup d'état mais à éviter dans une démocratie